L’étranger selon Marine Le Pen envahit le débat public en France

Rédigé le 1 décembre 2012 par : Quentin Ervyn

La campagne pour les présidentielles en France a largement mis sur le devant de la scène la forme de "l’étranger". En deux élections présidentielles, le discours du FN et particulièrement de sa nouvelle présidente Marine Le Pen, a créé en France un nouveau clivage identitaire, culturaliste, dans un paysage politique pourtant fortement organisé autour du clivage droite-gauche. Entre assimilation et multiculturalisme, "l’étranger" a pris place au centre du débat politique.

Le processus de réhabilitation du FN et de son discours, signalé par de nombreux observateurs pendant la dernière campagne présidentielle, a détourné le parti et ses cadres d'une vision racialiste des nations, portée auparavant par Jean-Marie Le Pen, pour une vision identitaire.

Dans ce discours, la nationalité n'est plus envisagée dans une conception juridique où elle est majoritairement acquise par filiation ou relation à un territoire. C'est une nationalité d'adhésion à un corpus de valeurs dont "La France" et la "laïcité" sont les étendards.

Les partis politiques français ont tous été amenés à se positionner sur ce nouveau clivage, parfois par opportunisme politique mais aussi à cause de l'impact électoral et médiatique de ces thématiques.

Il ressort, selon une analyse de la presse menée par l'association "Graines de France" et reprise par l'AFP (1), une "ethnicisation » des analyses portées par le monde politique et médiatique". Que ce soit à travers le thème des prières dans la rue, celui du halal ou la dénonciation des "intégristes", les objets de ces nouveaux débats pointent tous vers les populations issues des migrations venant des pays à majorité musulmane.

En 2005, le Ministre Nicolas Sarkozy, bien qu'utilisant déjà les ficelles du discours FN, proposait un discours de "droite décomplexée" où primait le discours sur la sécurité, valeur traditionnelle de la droite. "Racaille" et "passer le Karcher" étaient les mots utilisés pour "régler le problème des banlieues".

En 2010, le Président Sarkozy portait devant les médias un projet de loi visant à déchoir de sa nationalité le "délinquant d'origine étrangère" qui aurait porté atteinte à la vie d'un représentant de l'autorité publique, projet vite oublié. En 2012, Jean-François Coppé, candidat président à l'UMP, parle de "racisme anti-blanc" dans les banlieues et de jeunes nourris "d'ignorance et d'inculture".

Le glissement n'est pas anodin. D'un problème policier en 2005, le "problème des banlieues" est passé 7 ans plus tard à une différence culturelle,
à un problème de civilisation. Le vivre-ensemble, le "faire société" est-il en danger ? C'est en tout cas le message martelé par le FN qui trouve écho dans les médias et dans le monde politique français. Le discours du FN mêle désormais laïcité, immigration et insécurité dans

un nouveau visage de l'étranger. Il est à la fois, dans les termes de Marine Le Pen, la "foule d'immigrés sans papier aux portes de la France" et ce "français d'origine étrangère non assimilé", irrespectueux des valeurs républicaines, qui vandalise les abribus.

Le FN se veut un parti populiste, décomplexé, avec la visée d'accéder au pouvoir. "Ne nous contentons pas d'aiguillonner le débat public comme nous le faisons de plus en plus. C'est bien, mais ce n'est pas assez" (2). Il est dans la lignée d'autres partis populistes qui émergent dans toute l'Europe qui, ensemble, abhorrent l'intégration européenne coupable de tous les maux et prônent une Europe des Nations. Refus du racisme, populisme et envie du pouvoir font du FN de Marine Le Pen un parti nettement plus efficace et compétitif que ne l'était le parti du père. A gauche et à droite, on s'affaire soit à contrer le discours, soit à s'en inspirer. Le FN a des solutions simples : un coupable, l'étranger ; une solution, la Nation.

L'Etat-Nation est, dans les discours de Marine Le Pen, "le roc dans la tempête". Elle le décline à tous les niveaux de sa politique, qui ne se veut plus uniquement sécuritaire et anti-migratoire. Dans une forme de prophétie autoréalisatrice, le retour à un Etat-Nation fort sera la réponse à la perte de repères née de la globalisation et aux crises de toutes sortes : "A ceux qui se sentent oubliés, méprisés, invisibles aux yeux d'un système devenu fou, je dis : la nation est là pour vous. (...) Nous croyons en la frontière qui protège, qui est une saine limite entre la nation et le reste du monde, un filtre économique, financier, migratoire, sanitaire et environnemental ! (3)"

Dans son ouverture à la gauche du spectre électoral, aux jeunes diplômés sans emploi, aux ouvriers victimes de restructuration, aux salariés sous-payés,... Marine Le Pen soutient une vision de cohésion sociale dans la nation, moins droitière que ce que laisse supposer le positionnement du FN. Cependant, cette cohésion n'est "plus possible pour tous". Elle stigmatise "les profiteurs", les "sans-papier", les "immigrés" et ceux "qui ne se reconnaissent pas dans les valeurs républicaines" dans une même image où ces qualificatifs se mêlent pour former la figure de l'étranger à la nation.

Cet étranger, à la fois français de carte d'identité mais pas de cœur, sans-papier en France et futur immigré tapi aux portes de l'Europe, constitue dans le discours du FN, par un artifice magique, une seule et même personne porteuse des menaces à la cohésion de la

France.

De Mohamed Merah, le tueur de Toulouse et Montauban, Marine Le Pen a fait l'archétype de cette menace aux multiples origines mais à un seul visage: "Combien de Mohamed Merah dans les avions, les bateaux qui chaque jour arrivent en France remplis d'immigrés ? Combien de Mohamed Merah dans les 300 clandestins qui, chaque jour, arrivent en Grèce via la Turquie, première étape de leur odyssée européenne ? Combien de Mohamed Merah parmi les enfants de ces immigrés, non assimilés, sensibles aux thèses les plus radicales et les plus destructrices, en rupture totale avec nos principes républicains ? (4)". Ce discours a été diffusé pendant la campagne au JT de France 2, tel quel, sans aucun commentaire journalistique sur la confusion entretenue entre terroriste, sans- papier et français issu de l'immigration.

A l'autre extrémité du clivage identitaire, culturaliste, communautaire,
se situe un mouvement épars promouvant le "droit à la différence". Celui-ci est porté par des "entrepreneurs d'ethnicité et de mémoire (5)" très présents sur le web. Ils parlent au nom de ces groupes qu'ils constituent eux-mêmes, et dont ils s'instituent en porte-parole, de façon à monopoliser à leur profit des revendications au départ peu formalisées et disséminées.

En France, le plus médiatisé avatar de cet objet politiquement si sensible est bien connu. En 2004, l'assemblée réaffirme à la quasi-unanimité l'interdiction du port de signes religieux ostensibles à l'école. A cette occasion, la presse et le web ont vu fleurir les héros de la défense de la république laïque d'un côté, de l'autre les porte-drapeaux d'une France multiculturelle respectueuse des convictions de chacun, les uns et les autres se réclamant du fameux "Liberté, Egalité, Fraternité". A cette occasion, les individus se sont vus enfermés dans une mono-identité, "musulman" contre "français de souche". Ce débat a notablement tendu les relations entre ces deux identités et a également marqué la distanciation entre Nicolas Sarkozy et le Conseil français du Culte Musulman qu'il avait aidé à créer en 2002.

La gauche a des difficultés à se positionner dans ce débat sur l'identité et l'étranger. Sa volonté de promouvoir l'intégration est souvent taxée par la droite de "multiculturalisme". Depuis qu'en 2010, David Cameron et Angela Merkel ont fait le constat de l'échec de cette politique, ce terme est utilisé en France alors que la France ne l'a jamais pratiquée. La

particularité de cette politique est d'admettre l'organisation des minorités sur des bases culturelles.

Le respect des communautés culturelles prévaut sur l'unité politique ce qui permet aux minorités de s'organiser en dehors de l'influence culturelle de la majorité (scolarisation, sports, associations, pratiques religieuses).

Entre l'assimilation (ou retour au pays) porté par Marine Le Pen et une partie de l'UMP et le multiculturalisme prôné par certains, la reconnaissance de la diversité culturelle de la société française et l'intégration, proposées comme un vivre ensemble, nous semblent la voie à tracer.

L'intégration est l'affaire du quotidien, peu médiatique. Elle se fait par "l'inclusion dans des réseaux de travail, de voisinage, d'amitié, d'activités de tout genre. L'intégration est un processus social et non un contrat juridique formulé en termes de droits et de devoirs, obligeant les étrangers à apprendre la langue du pays et à en respecter certaines valeurs avant de leur reconnaître le droit à l'accueil dans la société (6)".

1 - La Libre Belgique, Les Musulmans, premières victimes de la campagne électorale, 30/10/12

2 - Marine Le Pen, Discours de La Baule, Université d'été du FN, septembre 2012.

3 - Marine Le Pen, Discours de La Baule, Université d'été du FN, septembre 2012.

4 - Marine Le Pen, Discours de Nantes, mars 2012.

5 - L'Ethnicisation de la France, Jean-Loup Amselle, Lignes, 2011

6 - Le Monde, L'intégration culturelle va-t-elle enfin s'imposer ?, Gilles Verbunt, 24/02/11

Avec le soutien de la
Fédération Wallonie-Bruxelles

Ed resp : Ghalia Djelloul
Chaussée Saint-Pierre, 208
B-1040 Bruxelles
Tél : 02/896 95 00
info@bepax.org
www.bepax.org
IBAN : BE28 7995 5017 6120